

FINANCER  
LE PROGRÈS  
SOCIAL,  
PAS  
LE CAPITAL!



9791090384156

— 9,50 € —



**EDITO**  
**Roland Perrier**

# LA REVUE ÉCONOMIE & POLITIQUE

## SEPTEMBRE OCTOBRE 2013



### FAIRE VIVRE NOS PROPOSITIONS ALTERNATIVES

**L**e président Hollande avait promis de s'attaquer à la finance par opposition à Sarkozy qualifié de « président des riches ».

Aujourd'hui une majorité de citoyens, salariés, chômeurs, jeunes ou retraités déplore le renoncement de Hollande à sa promesse. D'autant que les politiques menées conduisent à une situation économique et sociale dans notre pays et dans l'ensemble de l'Europe particulièrement alarmante. En Europe, le chômage est endémique et atteint un niveau record en septembre 2013 touchant officiellement dans la zone euro 12,2 % de la population active contre 11 % dans l'UE à 28. L'OCDE place la croissance en zone euro à -0,6 % en 2013 et prévoit +1,1 % en 2014. En France, le taux de chômage atteint 11 %, au 17e rang de l'UE à 28. La stagnation du PIB se poursuit. Malgré ce constat

François Hollande répète que la crise de la zone euro est derrière nous et qu'il convient de poursuivre les politiques d'austérité.

En France, les choix politiques aggravent l'austérité pour les populations et répondent aux principaux desiderata du patronat.

– L'ANI déréglemente le code du travail et multiplie les situations d'emploi précaire. Alors qu'il faudrait une véritable loi de sécurisation de l'emploi et l'arrêt par la loi des licenciements boursiers.

– Le CICE (Crédit impôt compétitivité emploi), c'est un coût de 10 Mds d'euros pour le budget de l'État en 2014, et de 20 Mds d'euros en phase de croisière de la mesure. – La réforme des retraites retarde immédiatement les départs et accroît la baisse du taux de remplacement.

– Les PLF et PLFSS 2014 : porteur de suppressions d'emplois, d'une baisse drastique des moyens de l'État et des collectivités territoriales, avec une réduction des dépenses budgétaires de l'État de 9 Mds d'euros et de la protection sociale de 6 Mds d'euros. Les services publics seront appauvris avec diverses conséquences sur l'efficacité des administrations, des transports publics, de l'action sociale...

– Alors que l'évasion fiscale, notamment dans les entreprises et les banques, peut être évaluée entre 50 et 80 Mds d'euros, le détournement d'argent public avec le crédit impôt recherche (CIR) sans contrôle, à hauteur de 5,4 Mds d'euros en 2014, va encore se prolonger.

–C'est enfin et surtout l'avalanche de nouveaux plans de licenciements dans les entreprises. Au nom de la compétitivité, du coût du travail, le Medef est à la manœuvre

L'insécurité face à l'emploi pèse particulièrement sur les jeunes qu'ils soient peu ou très diplômés.

Ce contexte crée un climat délétère entretenu par la droite et l'extrême droite. Le « ras-le-bol fiscal » des catégories à plus faible revenu mais aussi des cadres s'accompagne d'un recul de la qualité des services publics et d'un transfert de l'impôt collecté vers les entreprises qui licencient et servent les plus gros dividendes à leurs actionnaires.

Alors que la politique budgétaire et fiscale devrait servir à corriger les inégalités, à encourager les entreprises qui embauchent et à favoriser le développement économique, social et écologique. L'exaspération qui explose, notamment en Bretagne à partir du refus de l'éco-taxe, doit nous inciter à mettre en débat les propositions du PCF et du Front de gauche.

Cela exigerait aussi une analyse fine de l'évolution du salariat, des classes et couches sociales diverses. Contradictoirement, nous assistons à la fois à l'élévation du nombre de pauvres et à la montée de la précarité, en même temps qu'à une profonde transformation du salariat, avec aussi une élévation sans précédent du niveau des diplômes et des qualifications chez les jeunes dont certains, sans trouver de perspective crédible, se cherchent dans des stratégies individuelles.

Inscrite dans la durée et articulée avec les luttes des secteurs privé et public, la campagne menée par le PCF sur le coût du capital vise à réduire les prélèvements financiers (dividendes et intérêts) sur la richesse produite . Cela permettrait d'accroître les dépenses pour les travailleurs favorisant leur efficacité et la demande salariale pour relancer l'activité et sortir de la stagnation.

La manifestation du 1er décembre lancée par le PCF et le Front de gauche, pour la justice fiscale, contre l'austérité et les licenciements devrait contribuer à démultiplier les prises de conscience et les actions de résistance et de propositions alternatives.

Pour cela, il convient de ne pas se contenter de la nécessaire dénonciation. Il est décisif de montrer la cohérence de nos propositions concernant la fiscalité, le crédit, notre conception de l'Europe, un autre rôle de la BCE, un grand développement des services publics financés par la création monétaire. Cela exige de rendre ces propositions populaires et de faire des salariés des acteurs, en lien avec de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés et des populations.

# ACTUALITE FRANCE – EUROPE MONDE

## La zone euro dans l'œil du cyclone

Yves Dimicoli

La zone euro est marquée en 2013 par un répit précaire lourd de dangers . Le chômage reste écrasant, l'investissement est en panne. Tandis que montent les antagonismes avec une domination renforcée de l'Allemagne.

Répit précaire accordé par les marchés

Sortie de récession sans crédit et sans emploi

- *Un abaissement de la trajectoire de croissance*
- *Un chômage endémique croissant*
- *Des politiques budgétaire récessives*
- *Une politique monétaire restrictive au risque de la déflation*
- *Surexploitation du travail et perte d'efficacité du capital*
- *Un coup du capital écrasant*

Une reprise tirée par le commerce international et l'Allemagne ?

- *Un commerce mondial peu dynamique, une reprise américaine peu profitable à l'Europe*
- *L'Allemagne ne partagera pas*

Une croissance très lente et lourde d'antagonisme

- *La situation financière de la zone euro demeure dégradée*
- *L'économie réelle n'arrive pas à se redresser*
- *L'illusion de la dévalutaion de l'euro*

## En finir avec le tabou monétaire

Denis Durand

Le débat sur l'euro dure depuis 25 ans. à l'époque, la critique de gauche contre ce traité n'avait pas été particulièrement centrée sur les inconvénients monétaires de cette nouvelle étape de la construction européenne. La critique du projet d'Union économique et monétaire d'un point de vue de classe était restée au second plan.

Vingt-cinq ans après, l'enchaînement des événements depuis l'effondrement du marché des *subprimes* a non seulement mis en évidence les méfaits de la régulation de l'économie mondiale par les marchés financiers, il a aussi démontré combien cette domination est fragile : les banques centrales, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans la zone euro, sont devenues le dernier rempart protégeant le système financier occidental d'un effondrement complet.

Nous sommes donc dans une phase où la domination des marchés financiers s'est montrée vulnérable et où la conscience qu'il faudrait mettre fin à cette domination a progressé. La crise a eu ainsi pour effet de favoriser une plus large prise de conscience des enjeux monétaires et financiers dans la bataille pour une alternative radicale au capitalisme.

## Europe cherche Convergences fiscales pour Autre politique budgétaire

Jean-Marc Durand

Force est de constater que l'objectif prioritaire des laudateurs officiels de l'harmonisation fiscale européenne est de réduire au plus petit dénominateur commun la fiscalité des entreprises, du capital et des plus riches. Une posture qui vise par une concurrence faussée à soumettre les populations au dogme de la rentabilité et du fédéralisme européen, et à instaurer un taux unique qui serait le plus bas possible, pour tous les pays de l'Union.

*A contrario*, une véritable harmonisation fiscale en Europe devrait avoir pour but de construire des coopérations mutuellement avantageuses et non d'aubaine, placées sous le contrôle démocratique des populations. Vu son caractère universel et malgré de fortes disparités, la fiscalité est une matière qui peut se prêter assez aisément à la construction de vraies solidarités, à condition qu'elles aient pour objectif le co-développement, la mutualisation et le partage des moyens et des résultats, et qu'elle soit en prise avec les réalités sociale et économique locales. Travailler à construire une coopération fiscale efficace suppose d'établir une véritable coordination des politiques fiscales de chaque État dans le respect de chacun et sur la base d'une convergence d'intérêts librement définie.



## LES DOSSIERS D'ÉCONOMIE & POLITIQUE



### Loi de finance et Loi de financement de la Sécurité Sociale



## Budget 2014 : Le prix fort pour le capital

Yves Dimicoli  
Jean-Marc Durand

La Cour des comptes a fait siennes les recommandations de la troïka. Et le gouvernement s'exécute dans son budget pour 2014. Sur la base de prévisions économiques très optimistes au regard d'une réalité économique et sociale qui ne marque pas le retour de l'emploi ni la progression nette de la masse salariale, baisse des dépenses publiques et sacralisation de la compétitivité des entreprises resteront son *credo*. La pression fiscale sera allégée pour les entreprises et reportée sur les seuls ménages, renforçant de fait le poids de la dette publique.

A l'opposé de cette logique, nous proposons que les impôts et cotisations permettent, non seulement de corriger les inégalités avec une meilleure redistribution des richesses produites pour financer plus et mieux les services publics et la protection sociale, mais surtout incitent les entreprises qui produisent les richesses à les produire plus, mieux et autrement, en encourageant les gestions vertueuses à base d'emplois, de formation et de respect de l'environnement et en pénalisant les autres gâchis du capital, spéculation, délocalisations.

## Une réforme fiscale pour le capital ?

Alain Paker

Le débat budgétaire pour 2014 réactive une fois encore la question de la réforme fiscale à mettre en œuvre. Dans un contexte de crise économique et sociale marquée, y a-t-il place pour une vraie réforme fiscale ou sommes-nous contraints à des aménagements ou même une aggravation de l'existant ?

En réalité, la question n'en est pas une. Il s'agit aujourd'hui d'aggraver les choix fiscaux et budgétaires engagés par les politiques antérieures en organisant la baisse du « *coût du travail* », la réduction de la fiscalité et des cotisations des entreprises, ainsi que le report du financement sur les salariés et le freinage des dépenses sociales et publiques, au nom de la compétitivité.

# Un PLFSS 2014 au service du capital

Frédéric Rauch

Bâti pour réduire la contribution du capital et des entreprises au financement de la Sécurité sociale, ce PLFSS pour 2014 répond aux exigences du capital et contribue explicitement à une refonte d'ensemble de notre système de protection sociale revendiquée par le patronat.

Un cadrage européen repris par la Cour des comptes qui donne le la

Un PLFSS au service du redressement des comptes sociaux...

Quelques chiffres sur les comptes de la Sécurité Sociale

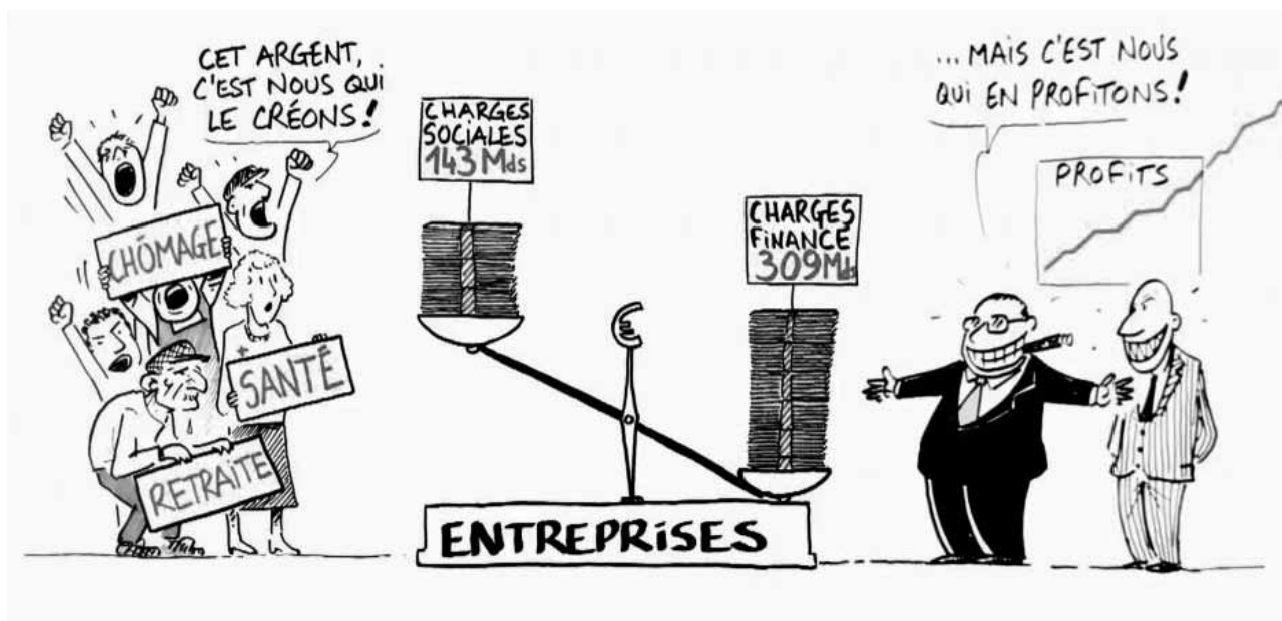
... mais en contradiction avec l'objectif d'un haut niveau de protection sociale

## Contribution au débat Revenu, salaire et cotisation sociale : au-delà des mots

Francis Velain

Défendre le salaire et les cotisations sociales, dans leurs enjeux sociaux, économiques et politiques, est aujourd'hui un véritable défi.

Si les idées radicales et les discours séducteurs ne manquent pas, leur lecture attentive peut parfois surprendre jusqu'à décevoir.



# Coût du capital Vs Coût du travail

## Le coût du capital, le principal handicap de l'économie française

**Nasser Mansouri Guilani**

Sous la pression du patronat et de l'idéologie libérale, le débat sur les difficultés et les perspectives de l'économie française est particulièrement porté sur le « *coût du travail* ». Tout un arsenal est mobilisé pour culpabiliser le monde du travail ; pour limiter les droits sociaux ; pour organiser le recul social.

Le battage médiatique vise en effet à éviter le débat de fond sur la principale cause des difficultés, c'est-à-dire les prélèvements financiers opérés sur la valeur ajoutée, les richesses nouvelles créées par les travailleurs, au bénéfice des détenteurs de capitaux.

Le partage de la valeur ajoutée est un enjeu fondamental

La financiarisation et le renchérissement du coût du capital

Un alourdissement handicapant du coût du capital

Des leviers pour le pouvoir d'agir des travailleurs

## Derrière le coût du capital : une bastille à prendre

**Frédéric Boccara**

Le patronat convoque le coût du travail comme cause de la perte de compétitivité des entreprises et justifie ainsi le gel des salaires et la baisse des cotisations sociales patronales.

Pourtant la plus grosse charge subie par les entreprises est le coût du capital. Il est deux fois plus élevé que le coût du travail. Cette ampleur révèle un problème majeur : la domination du capital financier sur toute l'économie et, partant, sur la vie de tous.

Il est indispensable de se libérer de cette domination. C'est un défi de société et même de civilisation : celui de la maîtrise de l'argent et du capital, pour tirer parti de son efficacité afin de développer toutes les capacités humaines.

Coût du capital : le double des cotisations sociales employeur des entreprises

Quels sont les coûts supportés par les entreprises ?

Derrière le coût du capital, la domination du capital financier

Derrière cette domination, les exigences de rentabilité et d'accumulation

S'en libérer, un enjeu majeur de notre temps.



# **Kem One : la grande filière PVC qu'Arkema voulait tuer**

**Christian Albanese**

Le 9 novembre 2011 se tenait un CCE extraordinaire à l'initiative des élus CGT du groupe français ARKEMA concernant son pôle « produits vinyliques » (productions PVC). La suite des débats n'ayant pas levé les inquiétudes, une expertise est confiée aux cabinets CIDECOS-Conseil et SECAFI.

C'est le début de ce qui va devenir le dossier industriel chimique majeur en 2013.

**Historique**

**Kem One et la Gestion Klesh**

**Printemps 2013, le scénario catastrophe se précipite**

« Jusqu'à présent nous vivons dans l'angoisse, désormais, nous vivrons dans l'espoir » (Paul dit « Tristan » Bernard)

**Le 9 septembre 2013 la CGT dépose une offre de reprise**

**12 décembre 2013, date ultime pour le tribunal de commerce pour Kem One ?**

**Schéma général du projet CGT**



**Rendez-vous  
sur le site !**

[www.economie-politique.org](http://www.economie-politique.org)

De multiples recherches, renouvelées pendant des siècles, des théories diverses et à la fois complémentaires et convergentes, ont visé à éclairer les bases des difficultés cycliques des crises économiques du capitalisme. D'où l'intérêt d'en rendre compte systématiquement pour avancer vers l'élucidation objective des crises et de ce défi majeur de notre époque : comprendre les fondements des crises et des reprises, jusqu'à parvenir enfin à des propositions pour s'en émanciper de nos jours.

Nous sommes au défi du retour, au début du 21<sup>e</sup> siècle, des préoccupations fondamentales concernant les crises du capitalisme, après le déni de leur importance et de leur caractère nécessaire dans certaines théories économiques récentes, en raison de l'exacerbation des crises mondiales depuis 2008.

Face à l'irréalisme fondamental de trop de travaux universitaires récents sur ces questions cruciales et à l'effondrement désormais reconnu de leurs illusions, il s'agit de faire un bilan pluriséculaire des acquis des théories des différentes écoles de pensée sur les fondements des crises cycliques, ou de suraccumulation et de dévalorisation de capital.

Le premier volume concerne les limites fondamentales de l'accumulation des capitaux et leurs solutions, ainsi que plus précisément les crises cycliques et les reprises de période plus ou moins décennales dans le système capitaliste. Le second (à paraître en 2015) se rapportera plus particulièrement aux crises systémiques.

*PAUL BOCCARA, maître de conférences honoraire en sciences économiques et aussi agrégé d'histoire, après avoir longtemps travaillé sur les différentes analyses concernant la suraccumulation et la dévalorisation du capital dans le cadre du CNRS, a enseigné de nombreuses années l'histoire de la pensée économique, les théories des fluctuations cycliques, des crises et de la croissance ou encore des systèmes, à l'Université de Picardie.*

Couverture : Georg Groz (1893-1959):  
Explosion, 1917. New York, Museum of  
Modern Art (MoMA).  
© 2013. Digital image, The Museum of  
Modern Art, New York Scala, Florence

Prix public : 30 euros  
ISBN :

paul boccara théories sur les crises

paul boccara

## théories sur les crises la suraccumulation et la dévalorisation du capital



premier volume

éditions delga



**Bon de commande du livre de Paul Boccara**

**« Théories sur les crises – la suraccumulation et la dévalorisation du capital »**

**Nom :** ..... **Prénom :** .....

**Adresse :** .....

.....

**Code postal :** ..... **Ville :** .....

**Email :** .....

**Joindre un Chèque de 30 euros à adresser à**

**Economie et Politique**

**2 place du Colonel Fabien**

**75019 Paris**

# Bulletin d'abonnement

- FRANCE** un an : 50 € 2 ans : 95 €  
 **TARIF ÉTUDIANT** un an : 43 € 2 ans : 84 €  
 **ÉTRANGER** un an : 74 €  
(frais de port par voie maritime inclus)

Nom : .....Prénom : .....  
Entreprise ou organisation : .....  
Adresse : .....  
Ville : .....Code Postal : .....  
Tél : .....Email : .....

- Abonnement à partir du N° .....:  pris  à envoyer  
 Règlement  en espèces  chèque postal ou bancaire  
 sur facturation (pour un organisme)

**Économie&Politique – 2, Place du Colonel Fabien – 75019 Paris**

Tél : 01 40 40 13 47 - Fax : 01 40 40 13 95 – Email : [ecopo@economie-politique.org](mailto:ecopo@economie-politique.org)

## Par prélèvement automatique de 12,50€ par trimestre

Faites-nous parvenir ce formulaire signé, joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP). Le prélèvement automatique peut être supprimé sur simple demande de votre part.

## Autorisation de prélèvement

J'autorise l'Établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous. En cas de litige, sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'Établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

N° NATIONAL D'EMETTEUR

**227382**

NOM, PRENOM ET ADRESSE DU DEBITEUR

--

NOM ET ADRESSE DU CREANCIER

**Economie&Politique  
2 place du Colonel Fabien  
75019 Paris**

Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé R.I.B.

NOM ET ADRESSE POSTALE DE L'ETABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE A DEBITER

--

Date :

Signature:

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (R.I.B.) postal (R.I.P.) ou de caisse d'épargne (R.I.C.E.).